



## 16<sup>e</sup> UNIVERSITE D'ETE DE REGIONS & PEUPLES SOLIDAIRES 27 Août 2011- Mouans-Sartoux - Mòns Sartós

### L'INTERVENTION DE EVA JOLY REJOINT EN DE NOMBREUX POINTS LA STRATEGIE DEMOCRATIQUE DES AUTONOMISTES

"Cher(e)s ami(e)s,

« Je suis particulièrement heureuse de partager avec vous ce moment de réflexion et d'amitié, ici, à Mouans-Sartoux, en Occitània ! Et je

tiens particulièrement à saluer Monsieur le Maire, notre ami André Aschieri, infatigable militant de la cause écologiste. Je pense notamment à ses batailles contre la spéculation

immobilière, à son travail remarquable au sein de l'Agence française de sécurité sanitaire ou sur les effets des ondes électromagnétiques. Je salue aussi Max Simeoni qui avec son frère Edmond lutte contre les boues rouges avec le soutien du peuple Corse. Le régionalisme et l'écologie sont de vieux complices !

Tous ces combats témoignent à leur façon du rôle décisif des écologistes depuis trente ans, non seulement comme lanceurs d'alertes, mais aussi comme porteurs de solutions.

Je pense aux militants de l'Union démocratique bretonne qui se sont battus pour préserver Plogoff. Je pense aux militants occitans qui se sont levés pour lutter contre l'implantation du camp militaire au Larzac. Je pense aux militants Alsaciens qui ont lutté parmi les premiers contre la centrale de Fessenheim. Les régionalistes ont été avec les écologistes des précurseurs. Nous devons maintenant transformer l'essai et proposer des solutions pour mettre l'écologie au pouvoir dans les régions et à Paris.

Nous allons mener ensemble une belle campagne. Elle sera l'occasion de mettre en avant des thèmes communs comme par exemple la prise en compte des langues et cultures régionales. Si je suis élue je reviendrai sur l'article 2 de la constitution, adopté en 2008, qui n'est qu'un leurre. Au lieu de reconnaître la charte européenne des langues régionales, le gouvernement Sarkozy/Fillon a fait adopter une vague phrase (« Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France »).

J'avoue que pour ma part, née étrangère et ayant appris la langue française comme une langue magnifique et désirée, je trouve curieux de supposer qu'un article de loi, fut-il de la constitution, puisse encore être utile à protéger la langue de Molière sur son lieu de naissance. Il ne peut servir qu'à faire périr d'autres langues, à réduire le bilinguisme comme on voudrait réduire la binationalité. Alors que le bilinguisme, comme la binationalité, est une chance et une richesse.

En plus, le conseil constitutionnel a considéré le 20 Mai dernier que cet article ne créait aucun droit en faveur des langues régionales. Si je suis élue, je reviendrais sur cette injustice. Je proposerais la reconnaissance des langues et cultures régionales dans un paquet institutionnel restaurant la VleRépublique avec le droit de vote des étrangers aux élections locales, le non cumul des mandats, la reconnaissance d'un statut de l'élue et la possibilité d'une organisation différenciée des pouvoirs régionaux. C'est-à-dire un pouvoir législatif étendu pour les régions.

C'est ce qu'ont obtenu les peuples gallois, catalans, basques, les länder allemands et c'est ce qui est en train de devenir la norme en Europe. C'est ce qu'on appelle l'autonomie politique des régions. Je ne comprends pas pourquoi, en France, ce système de compétences nouvelles pour les régions, allant vers un système fédéral, est encore considéré comme un tabou. Celui-là, nous le ferons sauter ensemble.

Chers amis, cette année 2011 a vu le soulèvement démocratique des peuples au Maghreb et au Moyen Orient, dont nous venons de vivre un nouvel épisode avec la chute du dictateur Khadafi. C'est une nouvelle étape de la décolonisation qui s'est ouverte avec les révolutions démocratiques tunisienne, égyptienne, libyenne, syrienne, bahreïni. L'Union pour la Méditerranée, cette coquille vide du Sarkosysme est morte née. Ce qui est en train de se construire sous nos yeux c'est l'Union des peuples de la Méditerranée. Or, que voyons-nous ? La question des identités de ces peuples, soumis à la colonisation ottomane, anglaise ou française, puis à des pouvoirs despotiques néocoloniaux est en train de ressurgir.

Il n'y aura pas d'union libre de l'Euro-Méditerranée sans reconnaissance des droits des peuples palestiniens, kurdes, sahraouis, kabyles, berbères, des minorités religieuses comme les Coptes. Il n'y aura pas de construction d'un avenir entre les peuples de la Méditerranée sans solution politique à ces questions qui se posent en Turquie comme en Italie, en Algérie comme en France. Vous avez créé l'Alliance Libre Européenne qui travaille en étroite collaboration avec les Verts européens dans le cadre du groupe dans lequel nous siégeons, François Alfonsi et moi-même.

Nous devons donner une nouvelle impulsion à la politique euro-méditerranéenne considérée comme une question démocratique essentielle.

Chers amis,

Je veux vous faire part aujourd'hui d'une conviction profonde. Il est désormais temps que les idées communes qui nous rassemblent prennent toute leur place dans la vie démocratique. L'écologie et le fédéralisme, ce n'est pas pour demain, c'est pour maintenant ! Et pour que les choses soient encore plus claires : dans le débat présidentiel qui s'ouvre, nous n'avons pas seulement l'intention de témoigner de nos idées, nous avons la volonté de les faire gagner !

Quelles sont-elles, ces idées qui nous ont fait emprunter un chemin commun depuis plus de deux ans ? Le système politique que nous prônons, nous tous les militants d'Europe Ecologie Les Verts, est celui du fédéralisme différencié. C'est le contre-pied radical du système centralisé unitariste français. La France n'est pas Paris 7e, la France n'est pas Neuilly.

Nous voulons ainsi remplacer la pyramide descendante du pouvoir par une pyramide ascendante, de l'échelon géographiquement le plus petit à l'échelon géographiquement le plus grand, selon un principe de subsidiarité et non de hiérarchie. Nous voulons encore, suivant en cela les modèles espagnol ou canadien, que chaque région puisse avoir un statut différent, des compétences différentes, en fonction de ses propres revendications. Nous voulons enfin que la région soit avant tout un espace politique de débats démocratiques et de prises de décisions au lieu de devenir simplement un territoire en concurrence avec d'autres.

Ces idées ont des traductions concrètes qu'avec vous, j'ai bien l'intention de promouvoir

## "OSTAU FRANCE"

Dins lo lengatge maritim un regonfle es un retorn d'èrsas. Lo Cai dau Regonfle, tot bèu just rebatejat a La Sanha, vèn de completar lo lengatge militar que pegava au Cai Hoche. Per contunhar la metafòra, en lengatge politic, l'onda pòt venir ondada ò aigatge. L'auvari anonciat passa lo mòt per una majoritat que subrenada entre leis afars dei valisassas de Karachi, leis escotas dei jornalistas dau Monde, e lei complanças dei ministres de la Republica en vacances en Tunisia... Per ne citar pas que quauques afars dins lo "paisatge France".

Mai seriá malaisit de passar a costat dau capítol « patrimoni d'Etat ». L'idèa, simplassa, es de concretisar un Ostau comun sus l'istòria de l'Etat francés dins una perspectiva na-cio-na-la. Una idèa concentracionària de Sarkozy, per

80 milions d'euros. Per aquò : site requisicionat deis Archius nacionaus, dins lo París dau Palù, que agropa 9 musèus ai competéncias nacionals (Pau, leis Eisias per Occitània). Es question de l'independéncia relativa dei musèus e dei personaus- denunciada per l'intersindicala, que seràn gerits per un Gropament d'Interés Public.

Lo Frederic Mitterrand afortisse ai sindicats qu'a "requadrat lo projèct en causa dei caractèrs pudents"! Pas qu'aquò. Fau dire que lo rapòrt inicial se faguèt sota la referéncia ideologica de Renan, aparaire de la colonizaciòn qu' « emancipèt, tant coma esplechèt, lei pòbles indigènas »... M'enfin, se tracta encuei de "coesion nacionala" que França a subretot besonh. Bensaï coesion entre leis afars que quitan pas de se succedir e lo vestit ideologic de l' « Ostau France », aquí museifiat ? Tot aquò s'endevèn amb' un bot de fin de rèine.

Gerard TAUTIL  
revirada : <http://locebie.free.fr>

E. Joly (suite)

## « LGV-PACA » : RFF nous laisse le choix de la couleur du moment que c'est du noir

« RFF organise du 15 septembre au 15 décembre 2011, une série de réunions publiques sur le futur tracé LGV en Provence. Si l'objectif présenté par RFF de ces rencontres est de « construire ensemble le meilleur projet possible », **Le Partit Occitan Varés** qui était présent au lancement de ces discussions pour le Var mercredi dernier, **craint que ce qui est annoncé comme une concertation soit en réalité un échange de sourds**. Alors que la **Démocratie supposerait que RFF entende l'avis des Provençaux** et prenne en compte leur hostilité vis-à-vis de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) ainsi que leur souhait répété sans cesse depuis 2005 de construire un réseau ferroviaire de proximité performant et respectueux du territoire, RFF s'entête à faire la sourde oreille. Ainsi dans les scénarios envisagés par ce dernier (qui sont au nombre de quatre) aucun n'envisage l'abandon de la LGV. RFF se comporte comme si tout était déjà bouclé. **Mais pour beaucoup dont le POC, la LGV ne passera pas en Provence !**

Pour le POC, dans un contexte de crise économique grave, d'explosion de la dette publique (1 646,1 milliards d'euros pour la France), avec un cout prévisionnel estimé entre 15 à 17 Milliards d'Euro (chiffres officiels de RFF), **il est irréaliste de lancer de tels travaux**. D'autant plus que les retombées financières, même à long terme, restent encore à démontrer. Alors que l'Etat et les Collectivités cherchent par tous les moyens à faire des économies, RFF propose un projet exorbitant dont le montage financier reste opaque.

RFF affirme que La finalité de la LGV serait de « fluidifier l'ensemble du trafic ferroviaire » entre Nice, Toulon, Marseille et Paris mais aussi de « désenclaver Nice et l'est de la Provence ». Désenclaver ? D'après RFF, l'est provençal souffrirait donc d'isolement et son économie en subirait les conséquences. Mais de qui se moque-t-on à RFF ? Le PIB par habitant des Alpes-Maritimes est exactement à hauteur du PIB hexagonal et européen (29 000€/habitant). Nice est la première ville hôtelière de Provence et la deuxième de France. Son attractivité est telle qu'en matière d'immobilier, à cause de la rarefaction de l'offre et l'explosion de la demande, le prix du mètre carré y flambe. Il s'y négocie à 4 400€ soit 1 000€ de plus que la moyenne hexagonale alors qu'à Marseille il est de 3 300€ et à Toulon de 2 830€. L'Est de la Provence est tout sauf enclavé !

Quant à la liaison Toulon-Marseille actuelle, elle sert essentiellement au transport pendulaire des travailleurs qui résident dans le Var et travaillant sur Marseille. Pour le POC, plutôt que de construire une ligne LGV entre ces deux Villes, **il serait préférable de repenser la répartition territoriale de l'emploi**. Car chaque jour ils sont, d'après l'INSEE, 7 300 travailleurs à quitter l'aire toulonnaise pour se rendre sur leur lieu de travail basé sur la Métropole Marseillaise (rapport établi en 2004 « Déplacements domicile-travail : une interdépendance forte entre les territoires de la métropole provençale »). S'il est indispensable de diminuer la production de CO2 en baissant le trafic routier, le fait de multiplier le nombre de voies ferrées entre Toulon et Marseille ne résoudra pas à lui seul **le fonds du problème qui est le déséquilibre régional de l'offre d'emplois qui se concentre sur Marseille et sa région**. La LGV fragilisera encore plus l'environnement et les terres agricoles déjà dévastés par une urbanisation incontrôlée et aura pour conséquences d'accompagner, voire d'encourager la concentration économique à Marseille au détriment de Toulon et des autres territoires.

Pour la fédération du Partit Occitan Varés, le projet « LGV PACA » est inutile pour notre région et ses habitants, ruineux pour les finances. **Il rend impossible un véritable développement des transports ferroviaires, sacrifiant au culte de la vitesse la richesse environnementale provençale.**

(Comunicat 26/09/2011)

tout au long de la campagne présidentielle. Elles consistent notamment à proposer quelques mesures simples.

- Premièrement, il convient de développer les compétences et de renforcer les budgets des régions dans le cadre d'une réflexion sur la décentralisation qui doit laisser la place à la diversité : nous revendiquons aussi bien l'autonomie pour une région basque que la taille d'un demi département que la réunification de la Bretagne, par le rattachement de la Loire Atlantique, la fusion entre la Basse et la haute Normandie ; une région de la Savoie, une collectivité unique de la Corse.
- Deuxièmement, il est temps d'accorder enfin aux régions un pouvoir réglementaire élargi, voire un pouvoir législatif secondaire, permettant d'adapter aux réalités régionales les normes nationales dans nombre de domaines : culture, environnement, littoral, etc. L'inflexion forte en matière de compétences et de budgets doit évidemment s'accompagner de l'institutionnalisation d'un véritable gouvernement régional.
- Troisièmement, il est déterminant de restreindre encore le cumul des mandats pour couper le lien entre mandat national et mandat régional. Ce cumul constitue un obstacle essentiel à la poursuite de la logique décentralisa-

trice mise en oeuvre depuis 1982.

Il contribue en effet à concentrer, entre les mains d'une seule et même personne, des intérêts contradictoires.

**Chers amis, Nous suivons une route commune depuis plus de deux ans** et nous savons bien que notre projet fédéraliste doit s'inscrire dans une vision plus vaste de transformation écologique et sociale. Nous en avons fait l'axe de nos campagnes électorales européennes, en 2009, et régionale, en 2010, avec les succès électoraux que nous savons. Notre responsabilité, désormais, est de convaincre les Français dans le cadre d'un scrutin présidentiel dont on dit souvent qu'il n'est pas favorable aux écologistes ou aux fédéralistes. Et bien sachez que je suis décidée à faire mentir les sceptiques et à convaincre les électeurs que le vrai parti du changement, c'est nous.

Car il est urgent de changer de politique. L'actualité de ces derniers jours nous montre malheureusement que, face à la grave crise financière qui frappe les économies européennes, le gouvernement de M. Sarkozy choisit à la fois l'éphémère et l'injustice. Chacun sent bien que les mesures annoncées par le Premier Ministre ne sont pas à la hauteur des enjeux de cette crise majeure de l'endettement qui appellent des solutions durables et non pas jetables !

suite page 3

## GARDAREN L'ÉLEFANT VIVE LA LUTTE DES FRALIB !!

Depuis 119 ans, thé et infusions « L'éléphant » sont produits à Gemenos. UNILEVER, propriétaire, vient de fermer l'usine, mettant sur le carreau 182 salariés, condamnant 182 familles à vivre dans la difficulté. La motivation d'UNILEVER ? Toujours plus de profits pour les actionnaires, sur le dos des salariés. Ni dupes, ni résignés, les salariés mènent depuis un an, une lutte exemplaire pour le maintien de l'activité sur le site et la sauvegarde des emplois, et ne sont pas prêts de lâcher. **SOSTENEM LEI FRALIB ! Manifestation de soutien : Devant usine, Bd Flamarion, E, le 18 octobre-17h30- Puis Meeting unitaire à Marseille aux Mobiles, 18h30.**



## BREVAS

### CONVERGENCE

#### FRANCO-ALLEMANDE : CHICHE !

**22 septembre 2011** : François Fillon serait favorable à une convergence franco-allemande. Il propose pour commencer d'uniformiser le départ à la retraite à 67 ans mais cela n'est pas si simple car la différence entre les 2 systèmes de retraite ne se limite pas seulement à l'âge de départ. Cependant son idée est originale : nous lui proposons donc pour commencer, vue la piètre image offerte par le système politique français centralisé (affaires, justice aux ordres, ...) d'abandonner celui-ci au profit du système fédéral allemand. Avantage pour lui, il deviendrait provisoirement le véritable chef du gouvernement.

### LE NUCLEAIRE,

#### UNE QUESTION DÉCONFIANCE !

**Eric Besson attaque tous azimuts. Concernant le nucléaire, il a accusé Martine Aubry de commettre des « erreurs factuelles » et Eva Joly de « mentir ».** Pour lui, « le débat sur le nucléaire est légitime si on dit tout ». Pour nourrir le débat, commençons donc par quelques événements survenus au cours de l'été 2011 en Drôme-Ardèche.

● **28 et 29 juin**, l'ASN, Autorité de Sûreté Nucléaire, inspecte l'usine Georges-Besse2 du Tricastin comme toutes les installations nucléaires pour rassurer les populations après Fukushima. Dans une lettre du **13 septembre**, l'ASN relève quelques « points faibles » : « Si l'usine est bien dimensionnée pour résister aux séismes, il n'en est pas de même de la salle de commande ni des locaux de gestion de crise ou les générateurs électriques de secours. De même, il n'y avait pas de pastilles d'iode ni de réserve d'eau et de nourriture dans ces locaux de crise. Pas plus de téléphones en nombre suffisant. Les agents d'astreinte n'avaient pas d'appareils de protection des voies respiratoires chez eux alors qu'ils pourraient avoir à traverser un nuage toxique pour rejoindre leur poste. »

**Il y a parfois des « faiblesses » même au pays le plus sûr du monde en matière nucléaire...**

● **2 juillet** : Un incendie spectaculaire s'est produit hors de la zone nucléaire, ce qui a entraîné l'arrêt du réacteur N°1 de la centrale EDF de Tricastin (26) pour une visite partielle plus longue et plus coûteuse que prévue (17 millions au lieu de 15). C'est une borne en porcelaine, provenant d'un lot défectueux, qui a explosé, entraînant l'incendie. C'est une de ses consœurs qui avait déjà provoqué un feu de transformateur de la tranche 2 en juillet 2010. **Ah, ces éoliennes, ce n'est pas vraiment fiables !**

● **3 août 2011** : A 3 h 36 du matin, un séisme de magnitude 3.7 à 4.5 sur l'échelle de Richter, suivi de 2 répliques, est enregistré par le réseau de détection sismique de l'observatoire de Grenoble. Ce séisme est également ressenti par de nombreux habitants de la région et enregistré également par toutes les stations du réseau depuis celle de Combovin dans la Drôme (à 90 km de là) jusqu'au sud de la Corse (à 500 km de là). L'épicentre du séisme est situé près de Barjac dans le Gard à près de 200 km de Grenoble. 2 sites ont été miraculeusement épargnés et n'ont pas enregistré la secousse. La direction de la centrale nucléaire de Cruas-Meysses située à 60 km de l'épicentre a déclaré : « On a des alarmes dans chaque salle qui se déclenchent à partir d'un certain seuil de vibration, ce qui ne s'est pas produit cette nuit. » Les porte-parole d'Areva et d'EDF sur le Tricastin situé à moins de 30 km à vol d'oiseau ont déclaré : « Aucune alarme ne s'est déclenchée » - Les capteurs sismiques « n'ont pas relevé de trace » de secousse dans la nuit de mardi à mercredi. « Nos services ont épluché les enregistrements, il n'y a rien ». **Vous pouvez dormir tranquille !**

● **12 septembre** : Une explosion se produit sur le site nucléaire de Marcoule situé sur la commune de Codolet (30), dans la salle confinée de l'usine Centraco, exploitée par la Socodei qui conditionne les déchets de faible radioactivité. L'accident fait hélas un mort et 4 blessés dont un grave. Pompiers et Samu sont rapidement sur place. Le four qui a explosé contenait 4 tonnes de métaux faiblement radioactifs au moment de l'explosion.

Ce qui est symptomatique, c'est l'absence d'information émanant de la préfecture pendant plus de 2 heures en direction des élus des communes voisines. Ceux-ci se sont retrouvés livrés à eux-mêmes, face à l'inquiétude de la population alertée par les sirènes de Marcoule, le bouche à oreilles, la radio ou internet. Les habitants s'inquiétaient et réclamaient des pastilles d'iode. Plusieurs professeurs d'école ont choisi par prudence de confiner leurs classes ; d'autres à Avignon ou ailleurs ont demandé aux parents de venir récupérer leurs enfants. Les jours suivants, plusieurs maires des communes concernées ont manifesté leur mécontentement face à cette cacophonie, reprochant à la préfecture du Gard « de ne pas les avoir informés en temps et en heure sur la réalité de l'accident en violation totale, selon eux, du Plan Particulier d'Intervention dont l'objet est la protection des populations, des biens et de l'environnement ». La préfecture du Gard a répondu que le PPI n'avait pas été déclenché car il n'y avait pas de risque de contamination » ! **Encore aurait-il fallu le savoir.**

● **14 septembre** : l'Inspection académique a organisé pour la première fois à la Centrale nucléaire de Cruas-Meysses (07) une journée d'information en direction du corps enseignant de l'Ardèche et de la Drôme, afin de le sensibiliser aux risques nucléaires et pour savoir que faire en cas d'accident.

**Il n'est jamais trop tard pour bien faire !**

● **15 septembre** : Eurodif devrait s'arrêter en octobre 2010. Avant d'attaquer la longue période du démantèlement (10 à 15 ans ?), ils vont « lessiver » les parois pour récupérer l'uranium et le réutiliser. Puis ils vont faire baisser la radioactivité des 130 000 tonnes d'acier de la centrale pour pouvoir les enfouir dans le site de l'Andra. Frédéric de Agostini, directeur d'Areva Tricastin, trouve étrange le fait d'enfouir ces 130 000 tonnes de ferrailles dans un trou. Il propose plutôt de le réutiliser comme fer à béton. **Enfin ! On va pouvoir disposer de treillis soudés réactifs !**

Gilbert BRAWANSKI

## ● Elections Sénatoriales, des raisons d'espérer ?

Si la victoire de la gauche ravit celles et ceux qui luttent depuis toujours contre le pouvoir sans partage d'un Etat UMP hyper-centralisé et tout puissant, elle n'en pose pas moins un certain nombre de questions.

Coup d'arrêt pour le parti majoritaire, rejet de la politique intérieure de Nicolas Sarkozy, refus d'une réforme territoriale menée à la hussarde par des préfets aux bottes de l'Elysée, révolte des territoires, autant d'éléments qui expliquent, au-delà du simple calcul mathématique du nombre de collectivités passées à gauche, le large succès des opposants à une politique d'inégalités sociales et territoriales croissantes.

Pour autant, s'ils continuent de cristalliser les mécontentements, gauche et écologistes bénéficient plus d'un vote de rejet que d'adhésion. Si nous nous engageons résolument pour l'alternance dès 2012, force est de constater que plusieurs projets, parfois souvent très différents, voire divergents, sont sur la table. La synthèse est loin d'être évidente. Le risque du rafistolage de dernière minute, de la non cohérence d'un projet présidentiel alternatif reste, au regard du triste monolithe de l'UMP et du tous unis autour de Sarkozy du camp d'en face, tout particulièrement fort. Et cela la puissance médiatico-élyséenne saura parfaitement l'exploiter !

Nous avons dénoncé, avec une grande part de la gauche et des écologistes, le mode d'élection tout particulièrement antidémocratique (suffrage censitaire) et l'inutilité du sénat actuel. Les commentaires amusés des journalistes parisiens qui affirmaient goguenards



que, même avec une majorité de gauche, le Sénat pouvait rester à droite n'ont fait rire qu'eux-mêmes. Nous y voyons, pour notre part, un manque flagrant de démocratie, l'étalage, aux yeux de l'Europe et du Monde, de l'obsolescence de cette assemblée et l'impuissance de la Ve République à réellement représenter la diversité des expressions et des territoires.

**Nous en appelons à la création d'un véritable régime parlementaire avec une chambre des régions qui représenterait réellement les territoires. Nous voulons une Ve République qui intègre sur le plan intérieur le fédéralisme différencié et fait des niveaux régional, macro-régional et européen de véritables échelons de citoyenneté.**

Pourtant aujourd'hui le piège est là : maintenant que la gauche est majoritaire au Sénat, trouvera-t-elle les ressources pour aller vers de véritables réformes dont le pays, comme la démocratie, ont besoin ? Ou s'enfermera-t-elle, à l'instar du Mitterrandisme des renoncements, dans les ors d'une république certes à bout de souffle mais qui sait si bien préserver ses élites et ses hauts dirigeants ?

Si nos amis « d'Europe Ecologie - Les Verts » ont - avec l'élection paritaire de 10 sénatrices et sénateurs et

la perspective d'un groupe politique autonome - plus d'une raison de se réjouir, nous craignons qu'ils se laissent eux aussi tenter par la gestion du système « centralisto-présidentiel » de la Ve République. EELV, contrairement au parti des « Verts », n'a-t-il pas validé l'élection du président de la République au suffrage universel alors que ce dernier, dans un vrai parlementarisme, devrait se contenter de « l'inauguration des chrysanthèmes » !

Dans tout ce questionnement s'il nous reste une certitude, une confiance, un réel espoir d'avenir c'est d'avoir trouvé dans la candidature et le positionnement d'**Eva JOLY** un vrai soutien et une véritable raison de nous mobiliser. Parce qu'elle est bi nationale, qu'elle a un accent, qu'elle est étrangère au centralisme, parce qu'elle connaît l'importance de la diversité culturelle et linguistique, parce qu'elle sait que notre avenir passe par de vraies coopérations euro-méditerranéennes ; parce qu'elle a compris que crises économique, financière, écologique, culturelle étaient liées ; parce que les solutions qu'elles proposent sont sociales, sociétales, environnementales, nous devons nous investir pour mener le plus haut possible sa candidature.

**Oui, Eva doit peser au sein d'EELV, comme dans la gauche de l'alternance.** Elle est pour nous la garantie que soient prises en compte les revendications séculaires que nous portons. Aussi nous mettrons toute notre énergie dans un soutien entier et sans faille à sa candidature.

**Hervé GUERRERA**

*Délégué au Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT)*

## CONGRES R&PS - MOUANS-SARTOUX - 27 AOÛT 2011

### MOTION FINALE



1 - Le Congrès 2011 de RPS a été précédé d'une réunion avec Eva Joly, candidate Europe Ecologie les Verts à l'élection présidentielle de 2012. Les propositions de la candidate, dans son discours et dans les réponses apportées à chacun des partis membres, ont été particulièrement satisfaisantes, notamment en ce qui concerne les langues régionales, l'abrogation de la loi Sarkozy du 16 décembre 2010, la création de collectivités spécifiques correspondants au territoires des partis membres, en faveur d'une régionalisation incluant des statuts d'autonomie selon les standards européens les plus avancés, etc... Aussi, le Congrès de RPS décide d'engager les partis membres de RPS à soutenir la candidature écologiste d'Eva Joly en 2012.

2 - Le Congrès de la Fédération RPS réaffirme que les territoires à forte identité doivent être reconnus dans le cadre de la Constitution, dans le cadre d'une « sixième République » fédéraliste. RPS prône un fédéralisme social, solidaire et différencié qui permette à chaque peuple, en fonction de ses spécificités, de bénéficier d'un statut spécifique et de compétences adaptées.

3 - Le Congrès RPS approuve la coopération mise en place avec le mouvement Amazigh représenté au sein de son Conseil Fédéral par le Congrès Mondial Amazigh: soutien aux revendications culturelles berbères, reconnaissance du fait culturel berbère, solidarité avec le peuple berbère Amazigh et soutien à ses revendications et à sa lutte contre les dictatures des Etats en Afrique du Nord, notamment, dans le contexte actuel, en Libye. Il décide la création d'un collège spécifique en son sein dédié aux « diasporas identitaires » organisées dans l'Hexagone. Ce Collège comptera 18 droits de vote, à l'instar de ce qui

est réservée à une nation territorialisée. Six droits de vote sont attribués au mouvement Amazigh. Un avenant aux statuts, soumis au prochain Conseil Fédéral, précisera les modalités d'association de ces mouvements aux différentes élections.

4 - Les priorités de l'année à venir de RPS seront centrées sur trois objectifs :

- Mettre la question des Langues Régionales et la réécriture de l'article 2 de la Constitution au cœur de la campagne pour les prochaines élections présidentielle et législatives. RPS apporte son soutien à l'initiative des manifestations pour les langues envisagées pour le 31 mars 2012, en pleine campagne électorale

- Obtenir le retrait total de la loi Sarkozy du 16 décembre 2010, véritable loi de recentralisation et de destruction des territoires au profit des métropoles urbaines, et tout particulièrement de Paris et de sa région.

- Engager, à travers notamment le développement des énergies renouvelables, un projet économique donnant la priorité à une reterritorialisation de l'économie, selon les principes mis en oeuvre par le gouvernement SNP en l'Ecosse autonome, gouvernement qui a fait de l'Ecosse le territoire n°1 en Europe pour les Energies renouvelables. Ce projet de développement énergétique décentralisé est à l'opposé du « modèle nucléaire français », archétype du développement promu par un Etat centralisé.

5 - Le Congrès RPS a défini un mandat de négociation avec EELV et les composantes d'une alternative à Nicolas Sarkozy, notamment en vue des élections législatives. Il a approuvé le rapport financier présenté par son trésorier et demandé qu'une meilleure régularité des versements de sa quote-part de financements publics soit garantie à l'avenir.

6 - L'Université d'Eté et le Congrès 2012 auront lieu au Pays Basque. Le Congrès a également approuvé la candidature de la Savoie pour 2013. »

E. Joly (suite) Chacun comprend bien que les dispositifs retenus ne modifient en rien un système fiscal que nous devons réformer profondément en nous servant d'une seule et même boussole : la justice.

Je ne m'appesantirai pas sur la contribution cosmétique que les très riches seront priés de verser, pendant quelque temps seulement. Il me suffit de citer deux chiffres : les 2 milliards d'euros par an qu'a coûté au budget de l'Etat, la récente modification de l'ISF, les 200 millions d'euros que rapportera cette taxe provisoire à partir de 2012. Autrement dit, le gouvernement entend reprendre dans la poche des Français les plus privilégiés, un dixième de ce qu'il vient de leur donner. De l'ensemble des annonces gouvernementales, il faut sans doute retenir l'essentiel : le détricotage très partiel d'un ouvrage construit au lendemain de la victoire de Sarkozy en 2007 et dont les deux principales conséquences, soulignées par tous les économistes et institutions sérieuses ont été l'inefficacité économique et l'irresponsabilité budgétaire.

Car, on ne le répétera jamais assez. Nicolas Sarkozy et son gouvernement ont été les principaux pyromanes de la dette publique. Ils ont

beau jeu aujourd'hui d'invoquer la crise financière pour tenter de justifier la rigueur et l'austérité. Ce sont eux qui, par leurs mesures inefficaces et irresponsables ont conduit la France au bord de la faillite !

*Chers amis, Au moment où commence véritablement notre campagne pour l'élection présidentielle, je vous propose de nous rassembler autour d'une double démarche : d'une part, l'explication patiente mais déterminée de notre projet écologiste et fédéraliste à tous nos concitoyens, fussent-ils tentés, par désarroi, de donner leurs voix aux porte-parole de la démagogie et du populisme ; d'autre part, l'écoute attentive et curieuse de toutes celles et ceux qui, chacun dans leur vie quotidienne ou associative, bâtissent à leur façon les fondations d'un monde nouveau. Même dans une campagne électorale présidentielle nous devons faire valoir nos valeurs : la démocratie de proximité plutôt que la petite phrase du journal télé !*

La campagne sera rude, mais je souhaite qu'elle soit belle. Nous avons des atouts formidables, à commencer par vous qui constituent le ferment du fédéralisme de demain. Je veux

saluer aussi, à travers vous, les milliers de militants de notre organisation ou de notre coopérative, les centaines de groupes locaux enracinés sur le terrain qui sont prêts, demain, à engager le combat électoral. Ensemble, je vous le promets, nous allons remettre les marchés à leurs places, remettre l'écologie au centre de l'économie et remettre le fédéralisme au pouvoir.

**Prenons notre destin en mains. Vive l'Europe des Régions, vive l'écologie, vive la France riche de sa diversité.**

Eva JOLY

**NB-** Ce discours de Eva Joly, largement relayé par les médias, n'a pas été apprécié par les centralistes. La palme revient à Bernard Debré qui s'est signalé par sa subtile distinction entre les vrais connaisseurs d'histoire de France et les néo-convertis aux bienfaits de la République. Suggérons-lui de s'asseoir sur quelques exemplaires de l'histoire à la Lavissee, pour se grandir et se pénétrer d'une « authentique connaissance nationale » que les historiens contemporains ont depuis longtemps dénoncée.

## 17 X 2 : LA SANHA de MAR s'occitanisa mai



Après doas annadas de trabalh, la comission « Identitat sanhenca, occitana e provençala » a capitat una partida de son projècte democratic d'occitanisar lei carrieras e lei barris de la comuna. Aquestei 17 premieras carrieras dau centre de la ciutat son una partida deis engatjaments cosignats entre Marc Vuillemot, la municipalitat e lo Partit Occitan qu'an capitat de botar en plaça una debuta de politica culturala diferenciada. De remarcar que la comission culturala extra-municipala es estada respectuosa dei grafias e dei sensibilitats que la compausan, estent que a cada intrada dei carrieras lei noms ancians retrobats son dins lei doas grafias. Era una dei 11 revendicacions dau contract que permetèron de forabandir la Drecha de La Sanha. Un vent larg bofa sus la ciutat deis "Chantós". Posquessem li donar vam per contunhar aqueste prètzfach...

### COMMUNIQUE DU PARTI OCCITAN-PROVENCE

Les plaques de nom de rues en occitan de la Seyne ou le symbole de la prise en compte de la diversité culturelle

**A l'initiative** de la majorité municipale et de son élu du Partit Occitan, Miquèu Tournan, la Ville de la Seyne a inauguré samedi 17 septembre 17 plaques de nom de rue en occitan, faisant du centre de la commune un espace bilingue. Cette opération que le Partit Occitan salue chaleureusement est un symbole de la lutte pour la diversité culturelle. La langue d'oc, vieille de plus de 1 000 ans, a versé au patrimoine mondial de l'humanité un prix Nobel de littérature avec Frédéric Mistral. Elle a influencé de nombreuses cultures (la graphie de la langue portugaise s'inspire de la graphie occitane) mais est aujourd'hui classée par l'UNESCO comme langue « sérieusement menacée de disparition ». Au même titre que les langues bretonne ou corse, elle a subi les politiques culturelles uniformisatrices pluriséculaires de l'Etat. **La situation des langues régionales en France est bien le produit de ce que certains vont jusqu'à qualifier de génocide culturel. Les langues ne meurent pas naturellement ! Ce sont les choix politiques qui les tuent!** Sans l'intervention des collectivités locales, et en particulier des Régions qui disposent encore jusqu'à l'application de la réforme des collectivités d'une clause de compétences générales, les langues régionales seraient dans un état de délabrement certainement beaucoup plus avancé.

**L'attitude de la France à l'égard de son patrimoine linguistique est une exception en Europe.** Elle est avec la Grèce le dernier Etat de l'Union Européenne à ne pas s'être encore doté d'outils (ratification de la Charte Européenne des Langues Régionales et Minoritaires, Articles Constitutionnels, Lois, Secrétariat d'Etat, etc.) pour mener des politiques en faveur des langues régionales.

Pourtant une demande sociale ferme et pacifiste s'exprime depuis des années pour que l'occitan reprenne sa place dans la société. Les dizaines de milliers de citoyens qui sont descendus dans les rues à Béziers (2007) et à Carcassonne (2005 et 2009) mais aussi le résultat du sondage du journal Var Matin du 19 septembre sur son site Internet (88% des personnes exprimées sont « favorables au retour des noms en occitan des rues de la Seyne »), sont autant de démonstrations qui montrent avec clarté la volonté populaire de bâtir une société respectueuse des langues régionales et ouverte sur toutes les diversités culturelles.

**Le Partit Occitan demande que l'initiative de la ville de la Seyne soit généralisée dans l'ensemble des communes de Provence et d'Occitanie.** Il en appelle à toutes les Collectivités locales pour qu'elles prennent leurs responsabilités et engagent,

dans la mesure de leurs moyens et de leurs compétences, des actions pour que l'occitan prenne toutes sa place : signalisations bilingues, campagnes de promotion, aides aux acteurs culturels, soutien à l'enseignement bilingue, etc... Enfin le prochain Président de la République qui sera élu en 2012 devra s'engager dans une profonde modernisation des politiques culturelles de la France en offrant aux langues régionales un réel cadre juridique et des véritables perspectives d'avenir.

Pour le bureau du Partit Occitan - Provence  
Pèire Costa (comunicat 26-09-2011)

### UN LIVRE

**« ROBERT LAFONT ET L'OCCITANISME POLITIQUE, Petite contribution à une pensée moderne »**  
de Gérard TAUTIL.

Fédérop - collection Minorités nationales. PP 216  
ISBN : 978-2-85792-201-8 (Sortie juillet 2011).

« La pensée politique de Robert Lafont est l'une des manifestations intellectuelles les plus importantes des cinquante dernières années. Écrivain de langue occitane, chercheur, universitaire, critique de la société française et de son idéologie néo-jacobine, théoricien d'un occitanisme démocratique, ses écrits politiques prennent une place importante dans son oeuvre. Robert Lafont a remis la politique occitane au centre d'une action trop souvent réduite à un simple culturalisme. Partisan d'un « occitanisme global », il fonde un humanisme moderne qui prend toute la dimension de la montée des dynamiques interrégionales en Europe face au blocage des États : « *La causa occitana es pas provinciala, es lo partit de l'Òme* ».

Sa critique de l'État centraliste a contribué aux prémises d'une régionalisation aujourd'hui en panne. Au-delà d'une simple conception décentralisatrice, il montre la nécessité d'une Europe politique et introduit de façon originale à un fédéralisme moderne. Cette contribution donne des points de repères aux jeunes occitanistes et contribue à faire connaître à tous les citoyens des propositions sociétales et politiques nouvelles, que la tradition politique française s'est majoritairement refusée de prendre en compte.

Gérard Tautil, professeur de philosophie au lycée de La Seyne-sur-mer, a enseigné l'Occitan provençal et s'est engagé dans l'action et la réflexion occitanistes dès la création de Volèm Viure Al País (il en fut secrétaire général de 1981 à 1987). Cofondateur du Partit Occitan et de sa fédération en Provence, il est l'auteur de nombreux articles dans des revues occitanistes.

Commande : Lo Cebier - c/o G.Tautil BP 37 - 83870 SIGNES- Prix : 15 € (+ participation au port 1 ex : 2€; 4€, pour 2 à 5 ex). Chèque à l'ordre de Gérard Tautil.

### MAURIS, UN OCCITANISTA d'ENCUEI

E Óc l'aviá un faís de monde a l'Athanèa de Niça. Bensai lo monde que cantavan "Niça rebèla" dempuei mai de trente ans e d'amics alunchats venguts testimoniar per sa preséncia.

Dins la capèla, d'amics esquichats legissian de testimònis sus nòstre camarada, son engatjament de l'ònga creatiu e sa capacitat de recampar. Totjorn dubert, exemple de toleréncia.

Ai pensat en totei leis amics que l'avián presat e subran ai agut un retorn sus l'annada 1978, une fèsta de Volèm Viure Au País coma jamai a La Gàrdia de Var, onte lo Mauris èra vengut ambé sei cançons, sa sensibilitat e sa simplicitat ; l'aviá la Miquela

Bramariá, Rosina de Peire, Gaston Beltrame, Claudi Marti, Danièu Daumas, e d'autrei. De qué somiar : un millier de personas per cantar e dançar, beure e manjar, d'agricultors e de monde venguts de pertot... Sortiam de la batèsta dau Larzac e lo Giscard anava prendre la vèsta... Mila personas! L'occitanisme èra de mòde...

A Carcasona, l'an passat, lo Mauris i èra encara amé l'amic Giraud de Levens e d'autrei venguts en bús. Totjorn gai maugrat la malautiá. Alora, se volètz contunhar e onorar lo trabalh dau Mauris, vos resta encara d'annadas per avançar e cavar nòstra/vòstra rega. Subretot lei mai joines!

G. T

### J'adhère au Partit Occitan

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Adhésion selon revenus :

Moins du Smic : 15€

Moins de 1500€: 30€

Plus de 1500€: 50€

Chèque à l'ordre de « Partit Occitan »

Adresser à « Région Provence » BP2  
84400 Gargas

❖ Pour vous abonner :  
Région Provence / Lo Cebier  
BP2 - 84400 GARGAS cedex  
5N°/15€ - Soutien : 20€ - 3 abon. groupés : 40€  
Tout chèque à l'ordre de « Région Provence »

❖ Pour la librairie :  
Commandes : Lo Cebier (librariá)  
BP 37 - 83870 SIGNES cedex  
<http://locebier.free.fr> (rubrique « botica »)  
(chèque à l'ordre de « Région Provence »)

### Lo Cebier n°124 La letra occitanista

Directeur de publication : Gérard Tautil  
ISSN.1150-6075 - CPPAP : 0613P11518  
N° 124 - Dépôt légal : Setembre - Octòbre de 2011  
Imprimerie Marim - Toulon  
Ont participé à ce n°124 : Gilbert Brawanski, Pèire Costa, Arvèi Guerrera, Gerard Tautil.  
- Photos : E. Berrus, H.Guerrera.